

# LE PCF A LA SOLIDARITÉ AU CŒUR (p. 3)

Supplément à l'Humanité

# Communiste

www.pcf.fr

Lien d'échanges et de communication

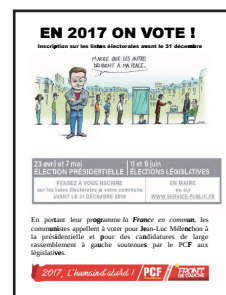
2, place du Colonel-Fabien - Paris 19<sup>e</sup> - Comité de rédaction: Obey Ament - Jacques Chabaliere - Guérolé Fournet - Yann Henzel - Meline Le Gourrierer - Jean-Louis Le Moing - Yann Le Pollotec - Emilie Lecroq - Frank Mouly - Denis Rondepierre - Lydia Samarbakhsh - Gérard Streiff - Julien Zoughebi - Directeur: Jean-Louis Le Moing  
Rédaction: Gérard Streiff (Tél.: 01 40 40 12 41) - Mèl: communistes@pcf.fr - Relecture: Jacqueline Lamothe - Mise en pages: Zouhair@NAKARA.info (Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous  
Creative Commons  
BY-NC-SA

SERVEZ-VOUS - www.pcf.fr -

Tracts

Vote



Globules  
rouges



Tract  
national

Elections  
2017

## Communistes vous souhaite de belles fêtes solidaires et vous offre le calendrier de la rentrée 2017 :

<p><b>JANVIER</b> #4#</p>	<p>Réunion des secrétaires départementaux</p>
<p><b>JANVIER</b> #9#</p>	<p>Pierre Laurent présente les vœux du PCF (s'inscrire : voeux@pcf.fr)</p>
<p><b>JANVIER</b> #11#</p>	<p>Pour l'abrogation de la loi El Khomri Rassemblement devant le Sénat à 13 h</p>
<p><b>JANVIER</b> #14#</p>	<p>Réunion du Conseil national sur les candidatures aux législatives</p>
<p><b>JANVIER</b> #28#</p>	<p>Rassemblement devant l'Assemblée nationale contre la monarchie présidentielle, pour la démocratie citoyenne</p>

Législatives dans la Loire.....p. 2  
Isère • La lutte des Ecopla.....p. 2

Entretien Thierry Aury .....p. 3  
Berlin • Congrès du PGE.....p. 3

Affiches 2017.....p. 4  
PCF Loiret contre  
l'extrême droite .....p. 4  
Pour l'abrogation de  
la loi El Khomri .....p. 4

**Le prochain numéro  
de Communistes  
paraîtra  
le 11 janvier 2017**



## Législatives Loire • 4<sup>e</sup> circonscription

La 4<sup>e</sup> circonscription de la Loire comprend les cantons de Pélussin, Firminy, Saint-Just-Saint-Rambert et une partie des cantons de Montbrison et du Chambon-Feugerolles. On les énumère ici rien que pour le plaisir d'énoncer ces toponymes. Ce fut la circonscription du communiste Théo Vial-Massat, puis d'un autre communiste, Bernard Outin, avant que la droite ne mette la main sur le siège.

En 2017, les communistes présentent Christophe Faverson, maire d'Unieux, et Serge Vray, maire de Chenereilles. Ils tenaient une réunion publique le 9 décembre dernier à la Bourse du travail de Firminy (voir photo) pour lancer la campagne, en présence de nombreux élus locaux. On comptait plus de 200 participants. « Investi par le PCF, il part sous la bannière du Front de gauche et se veut le rassembleur de la gauche », écrit le quotidien *Le Progrès*, en chapeau d'une longue interview parue le jour même de la réunion.

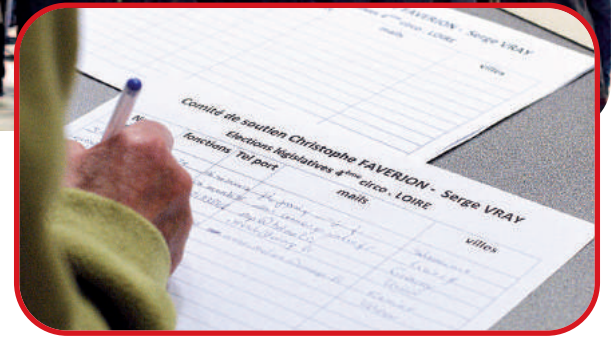
« Je constate l'échec des politiques d'austérité et libérales, dit le maire d'Unieux. Je suis très inquiet des propositions faites



par la droite et je veux dire qu'il y a d'autres chemins possibles face à ces politiques que l'on nous ressort depuis des décennies. Il y en a assez des élus qui ne tiennent pas leurs engagements. » Il y fustige le bilan calamiteux du député de droite qui squatte le siège depuis bien trop longtemps, son indifférence au sort des salariés de la circonscription, son inaction (par exemple face à la crise que traverse l'aciérie Aubert et Duval, du groupe Eramet, à Firminy) : « On voit bien que l'on ne peut pas compter sur lui pour défendre le terri-

toire. »

Les axes de travail du candidat Faverson ? Quatre priorités. L'emploi, avec une loi interdisant toute forme de licenciement boursier, une véritable politique industrielle et « des circuits courts pour valoriser l'agriculture ». Le développement durable. Le fonctionnement de la démocratie et l'instauration d'une VI<sup>e</sup> République. Enfin « revenir sur la question des moyens : la France est un pays qui dégage



des richesses, arrêtons d'attaquer les catégories populaires et intéressons-nous à l'exil fiscal ».

Il annonce une campagne de terrain, de rencontres avec les habitants des 75 communes de la circonscription, et la mise en place d'ateliers sur des thèmes comme l'emploi, le développement durable, l'agriculture, l'école, l'économie sociale et solidaire.

Répondant à la question : « Pourquoi a-t-il été investi par le PCF ? », il répond notamment ceci : « Ce sont les adhérents du PCF qui ont souhaité que je sois candidat. (...) Cette candidature a vocation à être beaucoup plus large, en étant à la disposition du Front de gauche mais plus généralement en s'ouvrant à tous les électeurs qui ne se reconnaissent plus dans ces politiques d'austérité ou qui en sont déçus. Une autre politique est possible. Je ne fais d'appel du pied à personne. Tout le monde est libre de se porter candidat dans les autres partis. Mais force est de constater que la candidature la plus efficace est la nôtre puisque le PS est désormais discrédité. »

G. S.

## Grenoble Écopla Scop vivra !

Mercredi 14 décembre il y avait foule à la Bourse du travail de Grenoble. Plus de 500 personnes se sont retrouvées pour l'assemblée générale de soutien aux salariés d'Écopla.

Tout le monde connaît ces barquettes en aluminium qui servent de moule aux plats tout prêts, ou aux viennoiseries. Écopla est la seule entreprise qui les fabrique en France, elle est implantée à Saint-Vincent-de-Mercuze, dans la vallée de l'Isère au pied du massif de la Chartreuse. Avant sa mise en liquidation, un peu plus d'une centaine de sa-

larié-e-s s'y affairaient. Son histoire ressemble à bien d'autres. Elle a été pillée par le groupe britannique Nicholl Food Packaging qui, il y a deux ans, a finalement décidé de la liquider. Puis le tribunal de commerce a choisi de céder l'usine au groupe italien Cuki Cofresco, principal concurrent d'Écopla, qui n'a d'autre projet que de récupérer les machines pour les installer dans ses usines. Pourtant les salariés ont construit le projet de reprendre l'usine en SCOP. Le projet est solide, puisqu'il est accompagné et soutenu par l'Union régionale des SCOP Rhône-Alpes,



ce que sa présidente, Laurence Ruffin, a redit mercredi.

L'assemblée, animée par François Ruffin du journal *Fakir*, a commencé par la parole des salariés qui, avec leur syndicat CGT, poursuivent le combat, Karine, William, Daniel, Sébastien, Patrick, Gaëtan, Yves, Éric, Pascale, Bernard, Josiane, Christophe. Ces derniers ont tenu à donner la parole au Parti communiste dont les militants locaux les soutiennent depuis plus de deux ans et particulièrement Annie David, sénatrice de l'Isère, dont le message de soutien a été lu par Gilles Ravache, secrétaire régional et membre du Conseil national.

Les soutiens sont venus de toute la France. D'abord Charles Piaget, l'emblématique leader des LIP qui ont ouvert la voie des coopératives ouvrières dans les années 70. Puis Olivier Leberquier, qui a décrit les 1 336 jours qu'a duré le combat des ex-Fralib qui ont réussi à créer la SCOP 1336, productrice d'infusettes de thé et de tisanes. L'écono-

miste Frédéric Lordon a souligné que contrairement à la propagande, ceux qui aiment vraiment « l'entreprise » étaient là ce soir, tandis que les actionnaires n'aiment que l'argent.

La colère est vive contre le gouvernement qui de Macron à Sapin n'a rigoureusement rien fait. Tous les intervenants réclament l'établissement d'un nouveau droit pour les salariés, leur donnant priorité pour reprendre leur entreprise lorsque le patron est défaillant. Voilà une exigence qui pourrait relancer le projet de loi déjà défendu par les députés communistes le 7 mai 2015, rejeté.

L'assemblée s'est conclue par la décision des salariés de reprendre les locaux de l'usine afin de remettre les machines en marche. L'ensemble des présent-e-s s'est engagé à être avec eux.

Rendez-vous est donc pris samedi 14 janvier à 14 h à Saint-Vincent-de-Mercuze. ✪

G. R.



# Le parti de la solidarité concrète

Le besoin de solidarité et d'entraide, qui est permanent, se fait tout particulièrement sentir en ces moments de fêtes. Entretien avec Thierry Aury, membre du CN, responsable de la fédération de l'Oise.



**Communistes** TA FÉDÉRATION MET EN ŒUVRE RÉGULIÈREMENT DES INITIATIVES DE SOLIDARITÉ.

**THIERRY AURY** : Notre action emblématique est notre Journée pour le droit aux vacances, que nous organisons depuis 22 ans, chaque été. Cette année, nous avons emmené 1 600 personnes à Dieppe, le 20 août, venues d'une vingtaine de communes de l'Oise. Cette journée est ouverte à tous ceux qui le souhaitent, à partir du moment où ils s'inscrivent contre une participation financière. Concrètement, beaucoup sont des familles de travailleurs pauvres, avec emplois précaires, à temps partiel contraint, des jeunes dans la même situation, des retraités modestes, notamment des femmes seules. La très grande majorité ne sont pas adhérents du PCF. Un réseau Femmes communistes solidarité migrantes s'est mis en place dans l'Oise, pour venir en aide plus particulièrement aux femmes migrantes, réfugiées, sans papiers, et avoir une expression politique sur la question des migrations et des migrants. Plusieurs initiatives ont eu lieu cette année, dans des communes, avec diffusion d'un tract et appel à une collecte de produits. Là où elles ont été menées, ces actions ont rencontré un écho intéressant avec des contacts avec des dizaines de personnes que nous ne connaissions pas et qui nous ont remerciés. Une centaine de migrants ont pu être aidés concrètement. Enfin, cette année, un car a été organisé sur Beauvais pour la soirée au Cirque Pinder, pour le gala des diffuseurs de l'Huma.

**Communistes** QUELLE EST L'IMPLICATION DES COMMUNISTES ET COMMENT CES INITIATIVES S'INTÈGRENT-ELLES DANS L'ACTIVITÉ DU

PARTI ?

**T. A.** : La Journée pour le droit aux vacances est désormais inscrite dans les «tablettes» des militants communistes de l'Oise et une centaine de militants participent activement à sa réussite (diffusion des tracts, permanences d'inscription, encadrement des groupes dans les 27 à 30 cars...). Cela permet d'avoir une présence et une expression du PCF durant l'été, à travers les tracts diffusés, les points de presse et les articles dans les journaux, les permanences. Le réseau Femmes communistes solidarité migrantes implique 20 à 25 camarades. Il s'est constitué car des camarades estimaient que le Parti ne prenait pas assez la question des migrants à bras-le-corps, voire qu'il y avait des réticences ici ou là. La réussite des premières actions menées a été très

motivante pour les militantes impliquées et a permis aussi de faire progresser le débat dans le Parti sur cette question.

**Communistes** QUEL LIEN FAIS-TU ENTRE CES INITIATIVES ET L'AMBITION COMMUNISTE ?

**T. A.** : Je dirais que, quels que soient les résultats de 2017, nous avons besoin d'un PCF ancré dans les préoccupations populaires. Les initiatives de solidarité concrète sont un atout essentiel pour cela. Alors que beaucoup mettent « tous les partis dans le même sac », nous affirmons que le PCF n'est pas un parti comme les autres. Alors que trop souvent – et c'est notre honneur –, les gens ne nous voient que quand il y a un « mauvais coup » (licenciements, expulsions, hausses de loyers...) et pour engager une lutte au succès incertain, cette fois nous ne leur proposons que du bonheur et une action réussie (ce qui est bon aussi pour le moral des militants !). Nous n'en restons pas à du « discours » sur un futur meilleur possible, mais nous arrachons concrètement un bout de vacances et des moments de plaisir, ce qui redonne de l'espoir sur d'autres choix et une autre vie possibles. A l'opposé du « climat pourri » actuel, nous faisons vivre un climat de solidarité, tous âges, origines, situations confondus (parmi les 1 600 participants, une soixantaine de personnes sans-papiers, réfugiées, sont venues en lien avec le Collectif solidarité migrants de Beauvais), en tenant un discours clair de refus des divisions et des haines : les personnes « d'origine immigrée » nous ont remerciés et des gens influencés par le FN nous ont dit que « cela les faisait réfléchir ». Nous avons un écho médiatique important et positif sur le PCF. C'est l'occasion de « faire de la politique » avec des centaines de personnes souvent éloignées de la vie publique, voire la rejetant ; ainsi l'immense majorité des adultes ont accepté de remplir le questionnaire citoyen et ont apprécié cette démarche. À nous de rester en lien avec eux, d'organiser des rencontres locales pour prolonger le débat, proposer largement l'adhésion. Tout cela doit nous inciter à multiplier, généraliser ces actions pour que le PCF soit identifié comme LE parti de la solidarité concrète. Il serait bon de faire remonter au niveau national toutes les initiatives solidaires prises ici ou là afin de mieux les partager. ✪

Propos recueillis par Gérard Streiff

**Smic : "La décision du gouvernement est lamentable"**

La ministre du Travail Myriam El Khomri vient d'annoncer qu'il n'y aurait pas de coup de pouce pour le SMIC en 2017. Cette décision du gouvernement est lamentable. L'indifférence du quinquennat Hollande à l'égard des salarié-e-s les plus modestes est indigne d'un gouvernement de gauche. Les coups de pouce aux grands patrons se sont multipliés comme en témoignent les 41 milliards d'euros du CICE qui, loin d'avoir le moindre effet positif sur l'emploi, viennent nourrir les dividendes records versés aux actionnaires, les retraites-chapeau et autres parachutes dorés. Le PCF propose une augmentation immédiate de 23 % du SMIC pour le porter à 1 400 euros net environ et une progression visant 1 700 euros net à la fin du prochain quinquennat. [...] ✪

Pierre Laurent

## PLANÈTE

# Retour du congrès du PGE Un congrès sous le signe de l'offensive et de l'unité

Le 5<sup>e</sup> congrès du Parti de la gauche européenne, qui a eu lieu à Berlin du 16 au 18 décembre, marque une étape importante dans l'évolution de notre regroupement européen. Une délégation du PCF composée de Pierre Laurent, Isabelle De Almeda, Lydia Samarbakhsh, Anne Sabourin, Camille Lainé, Hélène Bidard, Fabienne Lefebvre, Patrick Le Hyaric, Frédéric Boccara, Jacques Maréchal, Vincent Boulet et Maxime Benatouil s'y est rendue.

Le document politique adopté à 81 % des délégués dresse une analyse de l'impasse dans laquelle se trouve la construction libérale de l'Union européenne et du risque de régression civilisationnelle qui menace l'ensemble du continent européen. Il propose également des axes d'actions aptes à rompre avec les logiques libérales des traités européens et du pacte budgétaire, dans la perspective de refonder l'Europe, pour en faire une union de peuples souverains et solidaires. Les classes dirigeantes en perdition veulent imposer aux peuples le dilemme suivant : soit vous subissez sans fin l'austérité, soit vous êtes promis à l'arrivée au pouvoir de forces xénophobes et réactionnaires. Le PGE affirme qu'il existe une autre voie, pour sauver les peuples, pour sauver l'idée de solidarité et l'idée de gauche en Europe. En outre, le document politique valide l'organisation d'un forum annuel large rassemblant les forces qui veulent combattre le néolibéralisme et la xénophobie. Ce forum a pour



objectif de dresser une analyse largement partagée de la situation en Europe et de construire des campagnes communes pour une alternative en Europe. Le congrès a fortement affirmé que l'heure est à l'unité. Des organisations politiques non membres du PGE ont déjà manifesté leur intérêt, à l'image des Verts européens. L'organisation de ce forum, dont la première édition pourra avoir lieu en France à l'automne 2017, est une des tâches importantes de la nouvelle direction du PGE. On ne peut que se féliciter que, en dépit de leurs différences, les partis membres du PGE se soient largement accordés sur l'analyse de la situation, la perspective de refondation de l'Europe et la nécessité d'élargir les alliances avec l'organisation du forum annuel. Le congrès a élu les nouvelles instances du PGE. Les six an-



nées de présidence de Pierre Laurent ont été largement saluées comme bénéfiques en termes de consolidation politique et organisationnelle. Le congrès de Berlin marque des évolutions importantes dans la structuration du PGE. Une nouvelle présidence a été élue, composée de Gregor Gysi (die Linke), qui devient président du PGE, Maite Mola (PCE), Magarita Mileva (Gauche bulgare), Paolo Ferrero (PRC italien) et Pierre Laurent, comme vice-présidents. Le comité exécutif a également été renouvelé. Anne Sabourin et Vincent Boulet y représenteront le PCF. Un secrétariat politique de 10 membres, parmi lesquels Anne Sabourin, sera chargé de la mise en œuvre des décisions du comité exécutif et d'améliorer la réactivité du PGE à l'actualité.

Enfin, le congrès a validé une nouvelle étape dans l'élargissement du PGE. On peut particulièrement saluer l'entrée d'organisation anglaise, Left Unity, et de deux organisations slovènes, ce qui marque un renforcement de l'implantation géographique du PGE, ainsi que le fait qu'Ensemble ! devienne partenaire du PGE.

Ce congrès fut donc important aussi bien sur un plan politique qu'organisationnel. Il faut maintenant se mettre à l'ouvrage ! ✪

Anne Sabourin et Vincent Boulet  
membres du comité exécutif du PGE



## PCF / 2017 Nouvelles affiches



## Kviabryggja

**K**viabryggja. Késako? Ce n'est ni un pataquès de scrabble, ni une injure javanaise. C'est le nom d'une prison. Pour banquiers. Sans blague. Il existe un pays en Europe, au jour d'aujourd'hui, qui met ses banquiers voyous en prison, une prison spécialisée, rien que pour eux : l'Islande. Une quarantaine de financiers poirotent ainsi à Kviabryggja. S'ils s'ennuient, on leur propose de se livrer aux travaux des champs. C'est payé deux euros la journée.

Rappelons que l'Islande compte 300 000 habitants. Certes, les communistes français n'ont plus de modèle mais rêvons un peu : si on appliquait le tarif islandais aux normes françaises, cela ferait 8 000 banquiers de l'Hexagone en tôle. Un vrai conte de Noël. ✪

Gérard Streiff

Au Sénat le 11 janvier

## Pour l'abrogation de la loi El Khomri

Le groupe CRC du Sénat a déposé une proposition de loi pour l'abrogation de la loi El Khomri. Cette proposition est inscrite dans son espace réservé à la séance du Sénat du 11 janvier.

« **L'**absence de concertation avec les organisations syndicales en amont de cette loi, et le refus d'entendre les millions de citoyennes et de citoyens qui se sont mobilisés dans des conditions difficiles de l'état d'urgence contre cette loi pendant des mois a démontré l'absence de légitimité démocratique de ce texte, toujours refusé, aujourd'hui, par une majorité du peuple » dit le texte, qui observe, entre autres, que la loi est en contradiction avec plusieurs ac-



cords internationaux. Elle est en infraction avec la Convention 87 de l'Organisation internationale du travail sur les libertés syndicales et la Convention 98 relative à la

négociation collective. Elle est également en infraction par rapport au Pacte des Nations unies relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, dont le rapport établi par les experts du Comité des Droits économiques, sociaux et culturels est sans appel.

« Pour notre part, nous continuons de défendre une politique ambitieuse en faveur d'un code du travail du XXI<sup>e</sup> siècle qui prenne en considération les nouvelles formes d'organisation du travail et les évolutions technologiques, pour accorder de nouveaux droits d'in-

tervention des salarié-e-s et de leurs représentants dans les entreprises, réduire le temps de travail à 32 heures pour créer massivement de l'emploi et améliorer les conditions de travail, promouvoir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

[...] Pour toutes ces raisons, les auteurs proposent d'abroger la loi relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels. » ✪

## EN 2017 ON VOTE !

Inscription sur les listes électorales avant le 31 décembre



23 avril et 7 mai ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE	11 et 18 juin ÉLECTIONS LÉGISLATIVES
PENSEZ À VOUS INSCRIRE sur les listes électorales de votre commune AVANT LE 31 DÉCEMBRE 2016	EN MAIRIE ou sur <a href="http://WWW.SERVICE-PUBLIC.FR">WWW.SERVICE-PUBLIC.FR</a>

En portant leur programme *la France en commun*, les communistes appellent à voter pour Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle et pour des candidatures de large rassemblement à gauche soutenues par le PCF aux législatives.



COMMUNIQUE DU PCF 45

## Nous ne reculerons pas d'un pouce pour dénoncer le poison de l'extrême droite

**D**ans la soirée du vendredi 9 décembre, un ou plusieurs individus liés à l'extrême droite ont pénétré dans l'enceinte de la fédération du Loiret du PCF située à Orléans pour y taguer des inscriptions fascistes et nazies (les deux éclairs de la Waffen SS et une croix celtique). Ces faits se sont déroulés alors même qu'avait lieu un rassemblement de plusieurs organisations orléanaises contre les récentes violences et provocations commises dans la ville cet été par des individus liés à l'extrême droite. Dégradation des locaux du PCF



de Beaugency quatre fois en deux ans, attaque à la masse du local du PCF à Gien, tout comme ceux de la CGT, du Journal de Gien, d'associations caritatives, agression de deux jeunes militants communistes cet été à Orléans, agression d'un militant

anarchiste également cet été, provocations lors d'un rassemblement pour défendre les droits des femmes, agression d'un jeune communiste à Bourges... Les faits sont nombreux, signés, se répètent partout en France et révèlent au grand jour le vrai visage de l'extrême droite. Non, elle ne défend pas les gens, elle les divise et les oppose pour mieux défendre le capital. Non, elle n'aime pas la liberté, elle menace et agresse toutes celles et tous ceux qui pensent diffé-

remment, qui s'y opposent. Non, elle ne défend pas les travailleurs, elle s'attaque aux organisations qui les défendent. Non, elle n'aime pas la France, elle insulte les milliers de résistants qui ont payé de leur vie leur lutte contre le nazisme et le fascisme pour que vive la France. Aucune intimidation ne nous fera reculer dans notre lutte contre les idées d'extrême droite, contre le racisme, contre la division et la haine, et contre celles et ceux, individus et formations politiques, qui les portent. En réponse à ces actes honteux une plainte a de nouveau été déposée. ✪

PCF • Fédération du Loiret

## SOUSCRIPTION

Je verse : ..... euros

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL ..... Ville .....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien • 75167 Paris Cedex 19

<http://adhesion.pcf.fr/soutenir>

Si vous êtes imposable vous pouvez déduire 66 % de ce montant.